



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°179 du dimanche 16 octobre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 11
- **Activités du gouvernement.** P.6

RECHERCHE

Table ronde sur l'intégration de la biosecurité dans les politiques sectorielles

Région du Centre



Photo de famille des participants à la table ronde.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Table ronde sur l'intégration de la biosecurité dans les politiques sectorielles

Région du Centre



Le Pr Filiga Michel SAWADOGO, pendant son discours.

Le Jeudi 13 Octobre 2016, les acteurs du monde scientifiques se sont rencontrés dans la salle de Conférence de l' Institut de Formation Ouverte à Distance (IFOAD). La rencontre présidée par Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Professeur Filiga Michel SAWADOGO avait pour objectif de nourrir la réflexion sur l'intégration de la biosécurité dans les politiques sectorielles.

Le professeur Filiga, à l'entame de cette table ronde a salué l'opportunité

de cette rencontre. Il a souhaité entre chercheurs un débat franc, constructif et les a exhortés à traiter avec sérieux cette question.

Il a tenu un discours dont la teneur est la suivante.

« *L'humanité sera confrontée à des défis sociaux, économiques et environnementaux de plus en plus importants dans les deux décennies à venir. Dans les pays en voie de développement cela se traduira par une demande très forte en produits alimentaires et en soins médicaux. Au même moment les ressources naturelles surexploitées ne pourront probablement plus suffire à satisfaire les besoins accrus des populations dont le nombre s'accroît régulièrement.*

Face à ces nombreux défis et aux besoins sans cesse croissants de nos populations, des solutions urgentes et appropriées doivent être envisagées en vue de renverser la tendance et de promouvoir le développement durable réel.

C'est ainsi que les experts s'accordent à dire que les progrès accomplis dans les domaines de la biotechnologie peuvent aboutir à des avancées sociaux économiques majeurs et contribuer à améliorer la santé des rendements agricoles, les processus industriels et la protection de l'environnement. Il s'agit du développement de la bio économie.

Faut-il le rappeler que l'un des trois piliers sur lesquels s'appuie la bio

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



Les participants à la table ronde.

économie est l'intégration sectorielles des applications biotechnologique condition première pour un développement durable ?

Cependant la contribution de la biotechnologie ne peut se concevoir que dans un cadre d'application et d'utilisation sécurisés par la mise en œuvre de la biosécurité.

Au Burkina Faso l'application et l'utilisation sécurisée de la biotechnologie model dans les secteurs sus cités permettront sans nul doute d'améliorer le bien-être de ces populations et de booster sa croissance économique. Les biotechnologies modernes ont ainsi un rôle important à jouer d'une part dans la réalisation de l'acte II

du PNDES relatif à la contribution de la recherche scientifique et de l'innovation au développement socio-économique de notre pays et d'autre part dans l'atteinte des objectifs de différents secteurs ministériels.

De ce fait il est essentiel que les différents ministères concernés par la question s'investissent à cette intégration en fonction de leurs centres d'intérêts et de leurs missions.

Pour notre part, en tant que département du MESSRI, nous sommes interpellés à répondre aux besoins de qualifications des ressources humaines et au renforcement des compétences technologiques à même d'accompagner le processus. Il importe donc pour le Burkina

Faso de s'inscrire dans la démarche de l'intégration sectorielle de la biotechnologie, biosécurité pour migrer par la suite vers une stratégie nationale holistique de bio économie.

La coordination des politiques sectorielles au niveau interministériels a toujours été certes une tâche difficile mais des avantages économiques qui pourraient en découler vallent la peine qu'on s'y attèle. C'est pourquoi le Département de l'enseignement supérieur après avoir mesuré toute l'importance de la question et après en avoir apprécié la pertinence a eu l'heureuse initiative de l'Agence Nationale de la Biosécurité de poser les bases de l'intégration de la Biosécurité dans les politiques sectorielles de notre pays.

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.



Le Pr Chantal Yvette Zoungrana Kaboré DG de l'ANB pendant sa présentation.

Pour ce faire, un projet de document y relatif a été élaboré et sa finalisation requiert l'ensemble des parties prenantes que sont les décideurs politiques, les planificateurs et autres experts que vous êtes. De là découle l'organisation de la présente table ronde qui a pour objet de discuter et de valider le dit document. »

Pour terminer son propos, le Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation a invité les participant à s'approprier ce travail qui est d'une importance capitale et d'un intérêt général et national.

Lors de cette rencontre, le Professeur Chantal Yvette ZOUNGRANA/ KABORE, Directrice Générale de l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB), nous a fait une brève présentation sur l'intégration de la biosécurité dans les politiques sectorielles.

Le professeur nous a relaté les avantages de la biotechnologie dans les différents domaines d'activité à savoir l'agriculture, la médecine et bien d'autres domaines. Elle a aussi montré les risques potentiels liés à la biotechnologie. Ainsi Chantal Yvette ZOUNGRANA/ KABORE, a rassuré que biotechnologie et biosécurité vont de pair. Toutefois au Burkina Faso il existe des cadres institutionnels pour réglementer la biotechnologie. Il existe à cet effet donc treize (13) experts nationaux dans ce domaine et un observatoire national.

La biosécurité doit accompagner la biotechnologie pour qu'il ait des actions de développement de façon durable. « *Lorsque le document a été élaboré nous avons vu que la loi n'intégrait qu'une partie ou timidement quelques aspects de la biosécurité. Pour ce qui concerne les atouts nous avons vu dans les textes*

et règlement que des institutions nationales étaient favorables à la biotechnologie » a soutenu Mme ZOUNGRANA.

A l'en croire, le programme national de développement économique et social (PNDES) dans son acte II est favorable à la politique de biotechnologie qui tend à développer une économie verte. « *Nous avons aussi une prise de conscience des populations de préserver leur environnement et leur santé », a-t-elle ajoutée.*

En matière de protection de l'environnement les chercheurs se sont focalisés sur les objectifs d'Aichi qui donnent l'échéance 2020 pour que les pays puissent améliorer leur système et permettre la conservation biologique.

Lorsqu'on regarde la biotechnologie, affirme le Professeur « *on est confronté à plusieurs acteurs. Il y'a des acteurs qui sont pour la technologie. Pour eux il faut chercher l'utilisation durable de la technologie. Il y a ceux qui sont indécis. Ils se posent la question du bien-fondé de la technologie et surtout de la sécurité de cette technologie. Et enfin une troisième catégorie qui est contre la technologie. Ils veulent une assurance qu'on ne leur impose pas la technologie »*

Pour l'un ou pour l'autre des cas, elle estime qu'il est nécessaire d'évaluer les risques et qu'il conviendrait aussi de mettre en place des mesures de gestion qui sont prises en compte par la biosécurité.

Relwendé Hervé Rouamba pour SC Info



Promotion de la scolarisation des filles :

L'association NEEED soutient cinq cent élèves

Région du Nord

Dans sa noble mission de promotion de la scolarisation en général et de celle de la jeune fille en particulier, l'association NEEED a organisé une cérémonie de remise de bourse à cinq cents élèves. Cette cérémonie, placée sous la présidence du premier vice-président du conseil régional du Nord, Abdoul Salam Boly, avait pour marraine la directrice régionale de l'éducation du Nord représentée par Ibrahim Ouédraogo inspecteur en mathématiques. C'est la date du samedi 15 octobre 2016 qui a été retenue par l'association, dans l'enceinte du lycée moderne de l'Amitié pour soutenir les élèves en situation difficile.

Comme chaque année, des filles issues de familles vulnérables ont bénéficié à travers l'association, de bourses pour leurs études grâce aux partenaires autrichiens et américains.

Des bourses d'un montant de vingt mille francs (20 000 frcs) chacune ont été attribué à trois cent quatre-vingt (380) élèves filles des classes de CP1 issues de quinze (15) écoles de la province du Yatenga.

Ce sont aussi des bourses d'études secondaires, des bourses d'études universitaires, des bourses de formation professionnelle dans les écoles de formation à l'enseignement,



Photo de famille.

à la santé... qui ont été remises aux bénéficiaires.

Ces bourses tiennent compte du nombre d'années de la formation et le financement ne peut être reconduit que si la bénéficiaire passe en classe supérieure.

L'excellence également a été primée lors de cette cérémonie. Les lauréates qui se sont distinguées aux différents examens, sessions de 2016 ont aussi reçu des prix d'encouragement. Et ce sont entre autres des engins à deux roues et des ordinateurs portables qui ont été octroyés.

Mlle Ouédraogo Awa représentante des bénéficiaires a au nom de ses camarades remercié le coordinateur de l'association NEEED pour son engagement au côté des familles démunies, chose sans laquelle, elle et les autres n'auraient sans doute pu avancer dans leur cursus scolaire. Par sa voix, elles se sont engagées à donner de bons résultats pour encourager l'association dans cet élan d'aide aux plus démunies.

Omar Clément Ouédraogo pour SCI



L'Ambassadeur du Danemark chez Simon Compaoré

Région du Centre



Simon COMPAORE en audience avec l'ambassadeur du Danemark.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré, a reçu en audience le jeudi 13 octobre 2016, l'Ambassadeur du Danemark nouvellement accrédité au Burkina Faso, Mme ULLA Naesby.

A sa sortie d'audience, la diplomate danoise a déclaré être venue rendre une visite de courtoisie au ministre d'Etat Simon Compaoré et profiter parler de coopération sécuritaire. « Nous avons eu de très bons échanges sur la sécurité du pays. Nous avons aussi discuté

du nouveau décret portant définition des modalités de participation des populations à la mise en œuvre de la Police de proximité au Burkina Faso. Enfin, nous avons fait part au ministre que nous sommes en train de réaliser 50 épisodes télévisuelles sur la police citoyenne », a indiqué Mme Naesby.

Depuis 2014, le Danemark appuie le Burkina Faso dans le domaine de la sécurité à travers la mise en œuvre de l'Engagement de développement intitulé « renforcement des capacités des services de sécurité afin de promouvoir l'engagement citoyen,

la confiance et renforcer la cohésion sociale ».

Dans ce cadre, les services de sécurité de la région du Sahel ont bénéficié de formation en police de proximité et ont reçu des dotations en matériels informatiques, solaires et en motocyclettes.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



Discours de Son Excellence Monsieur le ministre de la santé sur la situation des dépôts privés de médicaments

Région du Centre

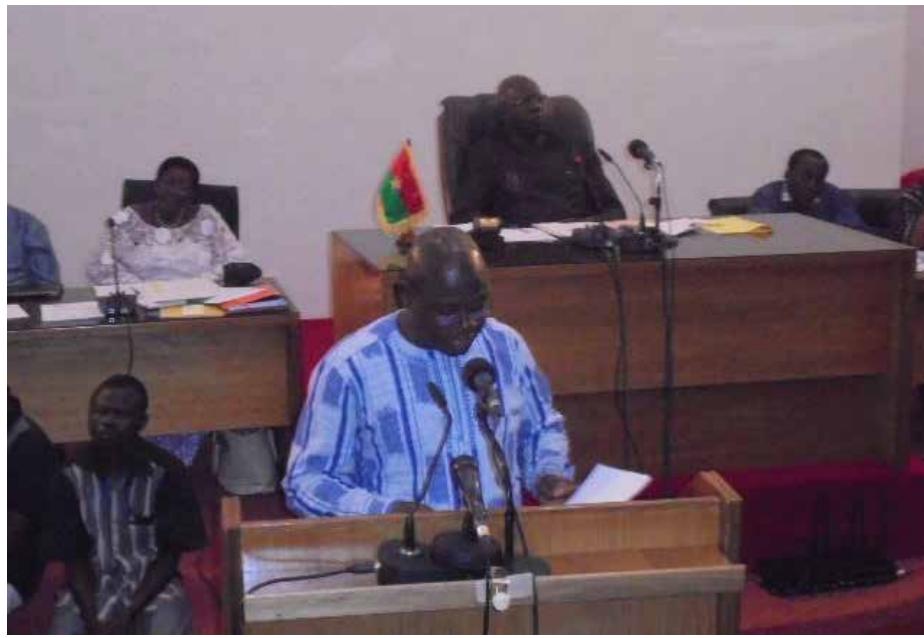
Le ministre de la Santé se prononce devant les députés

Honorables députés,

Je vous remercie pour votre question portant sur la situation des dépôts privés de médicaments en cas de cohabitation avec les officines pharmaceutiques. La pertinence et la profondeur de celle-ci démontre à suffisance l'intérêt que vous portez au bien-être de notre peuple.

I. De la compréhension des textes
Il convient de rappeler qu'aux termes de la loi portant code de santé publique, «L'ouverture régulière d'une officine de pharmacie dans une localité où est implantée un dépôt de médicaments rend automatiquement caduque l'autorisation d'ouverture de ce dépôt.» (Article 238, alinéa 1 du Code de santé publique). La loi ne permet donc pas de situation de cohabitation entre officine et dépôt privé excéder six (06) mois prévus pour la liquidation des stocks (Article 238, alinéa 2). Une exception à cette règle de fermeture est précisée au dernier alinéa de l'article 238 du Code de santé publique (CSP)SP : « Dans les cas où la densité des officines ouvertes est insuffisante pour les besoins de la population, le Ministre chargé de la Santé peut par dérogation accorder à des non pharmaciens l'autorisation l'ouverture ou de poursuite de l'exploitation des dépôts. »

Votre interpellation est certes légitime, mais en plus de m'interroger sur la



Dr Smaila OUDRAOGO, Ministre de la santé..

pertinence des arrêtés de fermeture de dépôts de médicaments par mes services, elle permet de mettre en lumière quelques incohérences textuelles. Il s'agit notamment de l'arrêté n°2006-039/MS/CAB du 20 février 2006, portant conditions d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt privé de médicaments qui, entre autres, en son article 18, conditionne la fermeture du ou des dépôts concernés à un arrêté du ministre de la santé, dans un délai supplémentaire de six (6) mois maximum. Cette disposition prolonge d'une période de douze (12) mois, l'existence d'un dépôt pendant que la loi ne prévoit qu'une durée transitoire de cohabitation de six (06) mois.

II. De l'état des lieux de la cohabitation officine-dépôts privés
Le plan national de développement sanitaire (PNDS) a inscrit dans l'orientation stratégique « infrastructures, équipement et

produits de santé », la couverture de tous les chefs-lieux de province par des officines pharmaceutiques.

Aussi, les services de la Direction de la réglementation et des licences pharmaceutiques (DRLP) et la commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires privés travaillent à faire de ce défi une réalité. En effet, entre 2015-2016, trente (30) officines ont été ouvertes en province qui porte le nombre total des officines à deux cent cinquante-cinq (255) sur deux cent cinquante-neuf (259) autorisations accordées avec une forte concentration sur Ouaga et Bobo (80% des officines environ).

Par ailleurs on dénombre près de 600 dépôts privés sur l'ensemble du

La suite à la page 8.



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

territoire soit un ratio de 2 dépôts pour une officine. La répartition des dépôts privés montre une forte densité en milieu rural. Parmi eux, 103 seraient en situation de cohabitation selon l'ordre des pharmaciens et 250 selon le groupement des dépositaires. La situation au niveau de mes services techniques indique 124 dépôts en situation de cohabitation.

A ce jour, trente-sept (37) arrêtés de fermeture ont été signés par mes prédécesseurs mais seulement 23 dépôts privés sont réellement fermés.

A la date du 20 juillet 2016, se référant à l'article 238 du code de santé publique, l'ordre des pharmaciens a demandé à mon département d'établir des actes administratifs de fermeture pour 103 dépôts privés. De l'avis de mes services techniques après analyse des textes réglementaires en vigueur, la prise d'actes administratifs pour la fermeture des dépôts privés en cohabitation avec une officine n'est

pas nécessaire si l'on s'en tient à la loi portant code de santé publique.

En effet, la fermeture peut être exigée par les autorités administratives et judiciaires tout au moins six (06) mois après la délivrance de l'arrêté d'ouverture de l'officine et ce de plein droit. Aussi, l'ordre des pharmaciens peut se constituer «Partie-civile» auprès des juridictions compétentes pour demander le rétablissement des droits et la réparation des préjudices causés à ses membres du fait du non-respect de la loi. De ce fait, aucune action n'est en cours au ministère de la santé visant à la fermeture de ces 103 dépôts privés à ce jour.

III. Des démarches effectuées et des perspectives

Une série de rencontres entre le ministère de la santé et l'ordre des pharmaciens d'une part, et d'autre part avec le groupement des gérants des dépôts privés a permis d'appréhender

la problématique de la cohabitation. Afin donc de permettre la résolution durable de cette situation conflictuelle, de préserver les emplois et de sauvegarder la paix sociale, il est opportun :

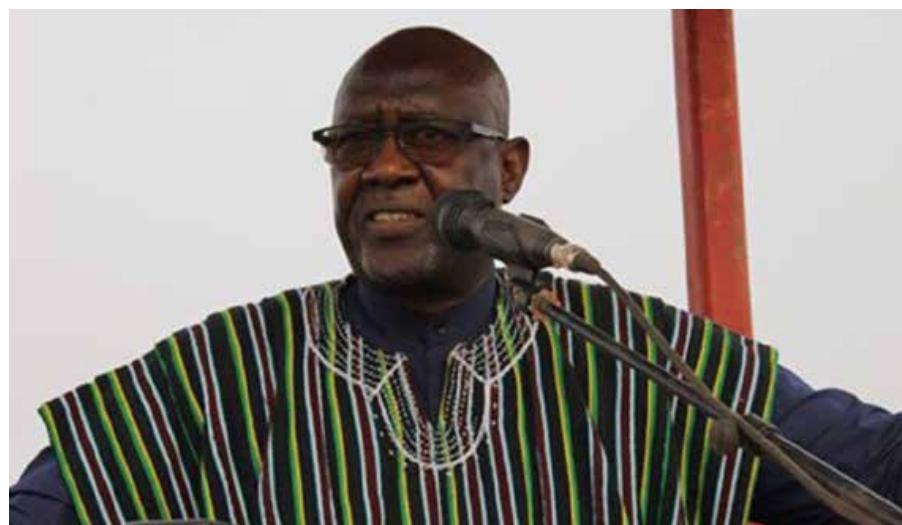
- d'initier un cadre de rencontres et d'échanges avec les autorités locales administratives, judiciaires et coutumières et les principaux acteurs dans toutes les régions concernées. Un chronogramme de sortie sera établi à cet effet par la Direction générale de la pharmacie, du médicament et des laboratoires.
- de procéder à la révision de l'arrêté n°2006-039/MS/CAB du 20 février 2006 pour le mettre en cohérence avec l'esprit de la loi.
- d'évaluer la capacité des officines concernées à couvrir l'ensemble des besoins en médicaments essentiels et le respect de la réglementation par les dépôts privés pharmaceutiques.

Dr Smaïla OUEDRAOGO

Journée Mondiale de l'Alimentation : DECLARATION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

Région du Centre

Le 16 Octobre 2016, la communauté internationale, sous les bons auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), célèbre la 36ème Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA). « Agir en faveur des victimes de la faim et pousser à l'action dans le sens d'une alimentation nutritionnelle et d'une sécurité alimentaire pour tous ! » : telle est la philosophie qui sous-tend cette célébration depuis 1979.



Jacob OUEDRAOGO, Ministre de l'Agriculture

La suite à la page 9.



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

Cette année, la journée est commémorée sous un thème interpellateur à plus d'un titre : « Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi ». En choisissant de se pencher sur la problématique du développement agricole et de la lutte contre la faim dans un contexte de changement climatique, décideurs et acteurs mondiaux de l'alimentation et de l'agriculture voudraient tirer la sonnette d'alarme sur la nécessité de promouvoir une agriculture mondiale à l'épreuve des dérèglements climatiques qui sévissent sur toute notre planète. Prenant le cas de l'Afrique subsaharienne, nous déplorons les manifestations des changements climatiques. L'augmentation de la température, l'extrême variabilité interannuelle des précipitations, la modification des paramètres des saisons pluviales avec une récurrence des poches de sécheresse et des fins précoces de campagnes agropastorales ou la recrudescence des événements extrêmes du climat, notamment les inondations, les vents poussiéreux et violents, se sont intensifiées depuis les années 90. Le Burkina Faso vit ces réalités traduites par une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, des inondations, des vagues de chaleur et des nappes de poussières intenses. Les productions agricoles sont exposées aux conséquences de ces phénomènes car elles sont à plus de 90% pluviales. C'est dire toute la justesse et la pertinence du thème de l'édition 2016 de la Journée Mondiale de l'Alimentation.

Le Gouvernement burkinabè est préoccupé par cette situation. Aussi, a-t-il, par l'entremise de mon département, enclenché des actions en faveur d'une résilience des populations au changement climatique et d'une sécurité alimentaire durable et nutritionnelle. Parmi nos actions figurent :

- La distribution annuelle de

semences améliorées et d'engrais à prix subventionnés pour booster quantitativement et qualitativement les productions agricoles ;

- La distribution annuelle d'équipements adaptés et la formation des petits producteurs afin d'élever leur niveau de connaissance et de les rendre plus aptes à produire en quantité ;
- L'enseignement de techniques adaptées d'irrigation aux paysans afin que la gestion des ressources en eaux soit optimisée ;
- L'achat bord champs des productions agricoles issues des exploitations familiales pour accroître leurs revenus et créer des conditions favorables à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- La vente des céréales à prix social et la réalisation d'actions diverses de mise à disposition de vivres aux ménages vulnérables ;

Tout en nous prévalant de ces acquis, nous estimons que cette 36ème Journée Mondiale de l'Alimentation célébrée dans plus de 150 pays du monde, offre l'opportunité d'échanger et de raffermir les collaborations dans l'optique d'une agriculture plus intelligente par rapport au climat et d'une meilleure gestion des risques agricoles. Mon département et l'ensemble des départements du secteur rural sont alors, j'en suis convaincu, disposés dans cette perspective. Solidaire des engagements pris au niveau international en faveur d'une justice climatique et notamment de l'accord issu de la COP 21 tenue à Paris du 30 Novembre au 11 Décembre 2015, nous lançons une invite à tous les acteurs du développement agricole et rural à orienter les réflexions sur trois axes à savoir :

- le changement climatique, l'agriculture et l'alimentation ;
- la nécessité de « s'adapter au changement climatique » ;
- la réalisation de l'ambition « Nous sommes la Génération Faim Zéro »

Au-delà des axes de réflexion, le cap devrait être mis sur sept domaines à même de permettre de relever le défi Faim Zéro. Ces domaines sont respectivement, les forêts, l'agriculture, l'élevage, le gaspillage alimentaire, les ressources naturelles, les pêches et les systèmes alimentaires. L'ambition « nous sommes la génération faim zero » est une forte priorité pour le Gouvernement du Burkina Faso et se traduit dans le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) qui envisage de finir avec le cycle de déficit céréalier et réaliser un taux de couverture des besoins céréaliers de 140% à l'horizon 2020 et une réduction nette de la proportion des ménages vulnérables structurels et des ménages non résilients.

Les réflexions menées dans le cadre de la commémoration contribueront sans doute à tracer les sillons vers l'atteinte de nos objectifs en matière de sécurité alimentaire, d'adaptation au changement climatique et de nutrition. Au regard surtout des engagements pris individuellement et collectivement, nous fondons l'espoir qu'au sortir de cette Journée Mondiale de l'Alimentation, les acteurs du secteur rural soient assez sensibilisés sur le changement climatique, ses effets sur leurs activités quotidiennes et les mesures pour une meilleure adaptation.

Par ailleurs, je formule le vœu que cette journée puisse nous permettre d'initier des mesures et interventions fortes pour une meilleure adaptation du secteur rural au changement climatique. Vive la 36ème Journée Mondiale de l'Alimentation !

Plein succès aux différentes réflexions et actions entreprises dans ce cadre !



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Avis de recrutement

POSTE : Coordinateur administratif et financier – RDC

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE DE LA MISSION

L'historique d'Handicap International en RDC remonte à 1995.

Les deux directions d'action de HI sont présentes en RDC. La Direction d'Action au Développement (DAD) est représentée sur Kinshasa, et la Direction de l'Action Humanitaire (DAH) est installée à Goma (Nord-Kivu). Des liens forts existent entre les 2 directions qui représentent une

seule entité d'HI dans le pays.

La DAH met actuellement en œuvre 4 projets :

1/ Plateforme Logistique

Depuis janvier 2009 un projet de plateforme logistique vient en soutien aux opérations d'urgence en faveur des populations affectées par la crise dans toute la province du Nord Kivu. Début 2011, une base a été ouverte à Walikale, le plus grand territoire de la province, très difficile d'accès pour les acteurs humanitaires ou la plateforme propose des services tels que l'hébergement, un espace Internet, un garage, le prêt de véhicule et l'entreposage. A Goma, capitale de la province, c'est le service transport qui prédomine

2/ Déminage humanitaire

Dans le cadre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, et de la Convention sur les armes à sous-munitions, HI intervient en discontinu depuis 2001 dans différentes provinces : Province Orientale/Maniema/Equateur. En Janvier 2016, un projet de 2 ans « Déminage par province » a débuté et vise à libérer intégralement les provinces de la Tshopo, de l'Ituri, du Bas-Uélé et du Haut-Uélé (anciennement Province Orientale) de toute contamination.

3/ Cellule Technique Inclusion

Les activités de la CTI s'organisent autour de 3 axes distincts mais complémentaires :

- Le plaidoyer, l'information et la sensibilisation sur la vulnérabilité et l'inclusion ;
- L'adaptation des méthodologies et des outils ;

– L'accompagnement des équipes des partenaires sur le terrain.

4/ Projet Besoins spécifiques – RVNK

Le projet RVNK vise à atteindre 3 résultats :

L'accès, l'amélioration de la qualité et la prise en charge effective de suivi des services de réadaptation et de soutien psychosocial des cas identifiés et référés.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Le CAF sera basé à Goma, avec des déplacements prévisibles sur l'ensemble de la Province.

Le bureau de HI à Goma héberge l'ensemble de la Coordination de la mission de la DAH en RDC. Le Chef de mission, les coordinateurs support ainsi que les coordinateurs et autres chefs de projet y sont basés également.

Tous les staffs sous sa responsabilité sont basés à Goma également, avec des liens fonctionnels aux admins des bases terrain.

Ses principales responsabilités sont :

– Garantir le respect de la législation nationale et la mise en place d'une structure légale ;

– Maintenir et développer l'organisation administrative et la structure opérationnelle : management administratif, gestion des contrats etc. ;

– Garantir la bonne utilisation des fonds selon les procédures HI et bailleurs ;

La suite à la page 12.



La suite de la page 11.

- Centraliser la comptabilité, contrôler l'affectation budgétaire des dépenses et assurer le suivi financier des programmes ;
 - Assurer un état des lieux financier mensuel à l'équipe de coordination et au siège ;
 - Assurer la gestion de la trésorerie sur la mission
 - Définir le cadre contractuel du programme et les politiques RH, et piloter la mise en place des processus et outils correspondants
 - Assurer la négociation et les relations avec les autorités administratives locales : direction des impôts, inspection du travail, syndicats, etc. ;
 - Travailler localement en coordination avec l'équipe administrative de la DAD (ex HIB) sur les champs d'actions communs (Rh national, fiscalité,) ;
 - Assurer l'intérim en cas d'absence du Chef de Mission, sur sa demande expresse et avec l'accord du siège.
- Expériences / Formation du candidat

– Formation supérieure en gestion financière / comptabilité ou ressources humaines

– Deux ans d'expérience professionnelle en milieu humanitaire obligatoire, en administration générale

– Connaissances du droit du travail et la gestion des ressources humaines

– Maîtrise des logiciels de bureautique (Excel, Word)

– Connaissance procédures bailleurs institutionnels souhaitée

– Connaissance du logiciel Homère serait un plus

Qualité du candidat

– Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et grand sens des responsabilités

– Bonne résistance au stress

– Bon relationnel, patience, diplomatie et sens de l'humour.

Fonctions Autre, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Autre, Economie,

Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Durée du contrat

- Durée : 12 mois (renouvelables selon financements)

- Date de prise de poste : 1er décembre 2016

Salaire / Indemnité

- Statut : Salarié(e) à partir de 2700 euros + perdiem 609 euros + prime de hardship de 250 euros

- Conditions de vie : logement collectif, conditions de confort correctes, possibilité de vie sociale et d'exercer quelques activités sportives

Postuler en ligne Pour postuler en ligne, veuillez suivre le lien suivant : https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_venir.php?id=1721&idpartenaire=130

Date de fin de validité 28/10/2016



Avis de recrutement

POSTE : COORDINATEUR LOGISTIQUE - YEMEN

Description

Le Yémen est l'un des trois L3 d'urgence dans le monde. Les besoins du pays sont très élevés et le contexte est très difficile. La mission est Building sa capacité de réponse d'urgence et les états-majors sont vraiment motivés pour faire plus et

de le faire mieux. Il donne un vrai sens à l'aide humanitaire et cela est très motivant!

Durée du contrat : 6 à 12 mois compter ASAP

La position : Sous la supervision du Directeur Pays, vous serez responsable d'assurer la performance logistique du siège et la coordination au niveau de la mission

afin d'offrir des programmes avec un soutien optimal.

Contribuer à la définition de la stratégie de la mission

Coordonner la logistique au niveau national

Collaborer avec siège dans la gestion du transport international

Mettre en place une politique de

La suite à la page 13.



La suite de la page 12.

sécurité pour la mission

Promouvoir et assurer la collaboration et la coordination de la logistique avec les partenaires de la mission

Prévenir et gérer la fraude et la corruption

Gérer l'équipe Logistique en capital et un soutien / directeur technique pour responsable logistique dans les bases

Le demandeur :

Vous êtes titulaire d'un baccalauréat en logistique ou en administration des affaires et avez occupé un poste similaire sur le terrain pour une ONG internationale pendant au moins 2 ans.

Vous détenez 3 ans d'expérience dans la gestion de la logistique humanitaire, la chaîne d'approvisionnement et de gestion de la sécurité.

Vous faites preuve d'excellentes capacités d'évaluation des capacités

logistiques et vous pouvez articuler une analyse claire et complète sécurité.

Vous avez une expérience réussie dans la gestion de fournir des conseils techniques professionnels dans un large éventail de domaines de la logistique, y compris la gestion de la flotte et la chaîne d'approvisionnement. Vous avez une connaissance approfondie des règles et des règlements donateurs.

En tant que gestionnaire, vous avez développé formation et de renforcement des capacités de solides compétences.

Solides compétences en matériel informatique et de communication, y compris les applications Microsoft Office, sont nécessaires.

Une première expérience avec ACF sera un plus.

Vous parlez et écrivez couramment l'anglais, les compétences de langue arabe sont un atout.

Statut :

Salaire brut mensuel allant de 1805 € à 2305 € selon l'expérience pertinente

dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement individuel ou collectif, l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Fonctions Coordonination, Gestion de projet

Activités Logistique, Mécanique

Pays Moyen Orient, Yémen

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/1961/A-logistics-Coordinator/>

Date de fin de validité 31/10/2016



Avis de recrutement

POSTE : Agent Grant entreprise

Description

Nous cherchons à recruter un très motivés et expérimentés qui parlent français responsable des subventions aux entreprises qui apportent avec eux une passion de travailler pour Save the Children et un engagement envers le développement de haute qualité, des rapports de projets bien conçus, tout en construisant d'excellentes relations avec interne et les parties prenantes externes.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Notre département Royaume-Uni et les programmes globaux offre des programmes humanitaires et de développement, établit des partenariats avec les donateurs institutionnels - y compris les gouvernements, multilatérales et les fiducies - et les lecteurs changements durables. Ensemble, nous sauvons la vie des enfants, lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur

potentiel.

GSK et Save the Children ont travaillé ensemble dans la prestation de programmes axés sur le renforcement et la formation des agents de santé de première ligne du système de santé depuis 2011. Save the Children vise à consolider notre portefeuille mondial et de contribuer à maximiser notre impact sur la survie du nouveau-né et de l'enfant grâce à notre les programmes des travailleurs de la santé.

Afin d'atteindre cet objectif

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

ambitieux, il est crucial que nous cultivions les compétences et l'expertise de la prestation de programmes de haute qualité et le développement de rapports de projets bien conçus à nos supporters. Jouer un rôle clé au sein de notre département Programmes mondiaux, vous rejoindrez le gestionnaire Grant entreprise et deux agents de subvention d'entreprise dans la gestion du portefeuille.

Votre rôle consistera gestion d'attribution et la rédaction de rapports pour une variété de projets, principalement dans les pays francophones, en plus de fournir un soutien administratif à l'équipe de gestion des subventions d'entreprise en cas de besoin. Vos responsabilités seront les suivantes :

Examiner les rapports du projet et du matériel de communication pour informer les donateurs et engagés

Soutenir le développement de propositions de projets pour le secteur privé, augmentant ainsi le financement de nos programmes

Effectuer les contrôles financiers, d'assurer un financement a été utilisé de manière appropriée pour obtenir le plus grand impact pour les enfants

Fournir un appui à l'amélioration continue de l'organisation de et les processus d'équipe, contribuant ainsi pour sauver l'excellence opérationnelle et la rentabilité des enfants.

Pour réussir, vous devez parler couramment le français et l'anglais, la gestion de projet démontrable ou de l'expérience de rédaction du rapport. Vous aurez l'expérience

dans la supervision du programme et de la gestion des subventions, ainsi qu'une bonne compréhension de la conception du programme, y compris la budgétisation, le suivi et l'évaluation et de la conformité. Un joueur d'équipe enthousiaste avec la confiance nécessaire pour gérer un éventail d'intervenants, vous aurez également :

Une expérience avérée dans la rédaction de propositions, la narration et les rapports financiers et les budgets soit / ou les entreprises, les bailleurs de fonds institutionnels, les principaux donateurs et les fiducies et les fondations

Expérience de la gestion des subventions et des rapports financiers des donateurs

Une expérience avérée de la gestion des relations dans les organisations complexes avec de nombreuses parties prenantes et gérer un éventail de demandes de soutien de plusieurs collègues ou membres de l'équipe

Solides compétences analytiques avec la capacité d'identifier les points clés du matériel ou des informations complexes

compétences interpersonnelles et l'établissement de relations solides, ainsi que d'excellentes aptitudes à la communication

La capacité à travailler en tant que joueur d'équipe et diriger et coordonner les activités entre les pays et les départements.

Le rôle peut exiger Voyage mondiale jusqu'à 3 mois de l'année. Une compréhension des programmes de développement international et du secteur de la santé publique, y compris la terminologie et la

langue est une expérience de terrain souhaitable et précédent ou Voyage international serait un avantage.

A Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour garantir que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec des enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris une divulgation des dossiers criminels.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, sont passionnés par ce qui arrive et je crois fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Ville Londres Voyage international

Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités Autre, Santé

Pays Europe, Royaume-Uni

Contrat CDD

Durée du contrat 1 an

Salaire / Indemnité : £ 28,000 - £ 30,000

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/corporate-grant-officer-2767/2793/description/>

Date de fin de validité

16/10/2016



Avis de recrutement

POSTE : Coordinateur d'Equipes et de Projets à Laval H/F

Description

Depuis 1995, Unis-Cité association pionnière et spécialisée dans le Service Civique, a déjà accompagné près de 15.000 jeunes, dans la diversité, sur des missions d'intérêt général : environnement, culture, éducation, entrepreneuriat social, lutte contre l'exclusion... Une expérience solidaire et humaine qui les marque à vie, qui nous marque aussi et qui nous pousse à innover et à aller encore plus loin. Nos 3 mots d'ordre : esprit d'équipe, professionnalisme et enthousiasme.

Le Service Civique est en train de se développer et nous recherchons aujourd'hui ceux qui demain vont nous aider à accompagner encore plus de jeunes, sur de nouveaux territoires, sur de nouvelles missions. Et là, c'est à vous de jouer ! Rejoignez-nous.

Pour mettre en place le programme « Cinéma et Citoyenneté », projet pour lequel des jeunes volontaires en service civique réalisent des « séances ciné-débat » dans les collèges et lycées du territoire, couplé du Parcours Laïque et Citoyen dans lequel les volontaires animeront des ateliers sur la laïcité au sein de collèges, Unis-Cité recrute un coordinateur d'Equipes et de Projets (F/H) sur l'antenne de Laval.

MISSIONS

Au sein de l'équipe, vos principales missions sont :

Recruter les volontaires en s'appuyant sur les prescripteurs jeunesse

Accompagner et encadrer les jeunes recrutés dans la diversité, dans la valorisation de leurs compétences, et animer la vie d'équipe des volontaires.

Coordonner la mise en œuvre des projets d'intérêt général menés par les volontaires

Créer et faire vivre un réseau d'acteurs, organiser les événements internes du programme « Cinéma et Citoyenneté » sur son territoire.

Contribuer au reporting local en lien avec la chef de programme national afin d'assurer les relations avec le Centre National de la Cinématographie et de l'image animée, partenaire principal du programme (reporting réguliers, animation comité de pilotage local)

Expériences / Formation du candidat

PROFIL

Qualités relationnelles et organisationnelles, autonomie sont les atouts pour réussir dans cette mission.

Une expérience de 3 ans est exigée dans l'encadrement des jeunes 16/25 ans, et la gestion de projets.

Une expérience dans les domaines

de la culture, du cinéma et/ou de l'Education Nationale serait appréciable.

Vous avez une bonne connaissance des acteurs de la jeunesse et culturels ainsi qu'une bonne connaissance du tissu associatif local.

Une forte disponibilité et mobilité sont nécessaires (déplacements réguliers à prévoir)

Fonctions A n i m a t i o n , Formation

Activités A n i m a t i o n , Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat : CDD de 8 mois / plein temps

Poste basé à : Laval

Permis de conduire

Salaire / Indemnité

Rémunération : 1750€ mensuel + tickets restaurant + mutuelle.

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation par mail à l'adresse suivante : recrutement.brepdl@uniscite.fr sous la référence « CNC-Laval »

Date de fin de validité 30/11/2016



Avis de recrutement

POSTE : Spécialiste d'intervention d'urgence - Soutien au programme

Description

CARE Canada est présentement à la recherche d'un spécialiste d'intervention d'urgence - Soutien au programme. À l'appui de la stratégie humanitaire de CARE, CARE International a investi dans une équipe d'intervention rapide debout, dont les membres passent jusqu'à 65% de leur temps déployé sur le terrain. En raison de la nature du travail, les demandes sont en évolution rapide et imprévisible. Ce poste exige une personne qui est très flexible, fournit une expertise et un leadership à un niveau supérieur et qui travaille bien au sein d'une équipe.

Le spécialiste des interventions d'urgence - Soutien du programme sera responsable de la direction générale de la mise en œuvre efficiente et efficace de soutien et d'exploitation du programme des services humanitaires - Finances, Ressources humaines et administration. S / il fera des recommandations à la direction du bureau de pays en ce qui concerne la dotation en personnel et de la structure à l'appui d'une intervention d'urgence. Il / elle assurera une coordination efficace entre les équipes de programme des bureaux de pays et les opérations du programme / équipes de soutien des programmes pour assurer CARE est en mesure de fournir des réponses humanitaires qualité en temps opportun, efficaces et de haute directement ou par des partenaires. Cette position haute répondra aux

exigences des fluides et changeants appui aux programmes des bureaux de pays et d'impliquer Voyage fréquentes à court terme.

Ce que vous offrez :

Minimum 5 ans d'expérience de la haute direction en cas de catastrophes complexes et naturelles ;

Expérience instituant bureau de pays et le domaine d'appui aux programmes de bureau / politiques opérationnelles, des procédures et des systèmes ;

Finances Strong, RH, les compétences de gestion de l'administration ;

Compétences analytiques solides, la résolution de problèmes et de l'expérience avec les principaux donateurs ;

Capacité d'apprendre rapidement de nouveaux systèmes, processus et procédures et d'adapter les pratiques locales aux normes mondiales ;

Excellent capacité d'analyser les données et de conception complexes / produire de l'information de gestion efficace ;

Vaste expérience dans la budgétisation et la gestion du budget ;

Excellent compréhension des procédures et systèmes financiers ;

Excellent renforcement des capacités, encadrement et de formation des compétences pour les équipes d'appui au programme ;

Expérience et engagement à promouvoir l'égalité des sexes

dans le travail humanitaire ;

Haut niveau de leadership démontrable et les compétences de gestion stratégiques - y compris la gestion et le leadership des équipes multisectorielles dans une situation d'urgence ;

Capacité et volonté d'entreprendre Voyage souvent à court terme pour un maximum de 12 semaines ;

L'expérience et la capacité de travailler dans des conditions difficiles et des environnements peu sûrs ;

Antécédents de haute résilience sous pression et la capacité à soutenir et à motiver des équipes dans ces situations ;

Sens politique élevé, un excellent esprit d'équipe et de solides compétences interpersonnelles ;

Bien développée orale et écrite des compétences de communication ayant une expérience de haut niveau dans la représentation, la négociation, la formation, le coaching et le mentorat ;

Excellent anglais écrit et parlé ;

Expérience dans les opérations humanitaires de CARE ;

Expérience dans l'audit financier ;

Les compétences en communication dans une langue seconde ;

Ce que nous offrons :

Droit à des congés généreux, y compris Décembre Fermeture de vacances ;

Avantages complets : soins dentaires, médecine, soins de la vue, paramédical, l'assurance-vie

La suite à la page 17.



La suite de la page 16.

(quelques exceptions peuvent être facturés) et des services de conseils professionnels et confidentiels gratuits ;

Les possibilités d'apprentissage et de perfectionnement gratuits ;

Une formation spécialisée en cas d'urgence ;

Heures de travail flexibles ;

L'exposition à CARE opérations internationales dans le monde entier ;

Accueil sur la base de l'emplacement de votre choix (certaines exceptions peuvent être facturés). Les candidats doivent être légalement autorisés à travailler dans leur emplacement à domicile afin d'être considéré pour ce poste.

À propos de CARE

Fondée en 1945, CARE est une organisation humanitaire internationale de premier plan la lutte contre la pauvreté dans le monde. Dans plus de 80 pays, CARE travaille avec les communautés les plus pauvres pour améliorer la santé et l'éducation de base, d'améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et la sécurité alimentaire, accroître l'accès à l'eau potable

et à l'assainissement, élargir les perspectives économiques, aider les personnes vulnérables à s'adapter aux changements climatiques et à fournir une aide de sauvetage en cas d'urgence. CARE met l'accent particulier sur le travail aux côtés des femmes et des jeunes filles, vivant dans la pauvreté, parce que, équipé avec les ressources adéquates, les femmes et les filles ont le pouvoir d'aider les familles et des communautés entières échapper à la pauvreté. Pour en savoir plus, visitez le site www.care.ca

Si vous êtes quelqu'un qui se nourrit de défi, aime à faire partie d'une équipe dynamique et vous êtes passionné de faire une différence, alors cette opportunité est pour vous. S'il vous plaît appliquer directement à <http://bit.ly/2dkgZc1> avant le 28 Octobre 2016. Les CV seront examinés sur une base continue et la position restera posté jusqu'à ce qu'un candidat qualifié soit identifié.

CARE Canada souscrit à l'équité en matière d'emploi, se félicite de la diversité en milieu de travail et encourage les demandes de tous les candidats qualifiés. Hébergement en matière de recrutement pour les personnes handicapées sont

disponibles sur demande.

Ville / Ville Partout dans le monde

Langues parlées: Anglais, deuxième langue est un atout.

Positions Coordination, gestion de projet, d'orientation, de gestion, ressources humaines, organisation, administration, Autres

D o m a i n e s d'activité E c o n o m i e , Finances, Administration, Ressources humaines, Autres

Pays Afrique, Asie, Europe, Amérique latine, Moyen-Orient, Amérique du Nord, Océanie

Contrats Position fixe terme

Durée de contrat : 1 an

Adresse e-mail de la personne de contact careers@care.ca

En ligne de lien de l'application <http://bit.ly/2dkgZc1>

**Publicité date d'expiration
28/10/2016**

ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées:

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

(-)50% sur les frais de scolarité pour les 30 premiers inscrits par filière*

Délai de réception des dossiers de préinscription: 30 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie!

*Voir énoncé de conditions

Renseignement: Tel: (+226) 73 91 14 54 / (+226) 65 52 36 36 / (+226) 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
+226 65 52 36 36
Université OUAGA 3S Ouagadougou, Tel: +226 72 81 14 54 / 25 60 52 00 / 25 49 54 00 - www.univouaga3s.org - univouaga3s@univouaga3s.org

Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEPr du 22 septembre 2011

Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Économiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Économiques et de Gestion, Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Économiques et de Gestion



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en 1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et 2^{ème} étage

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20 00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél : 00226 20954746
Email : isc@iscbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestres d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

Le Président,

Siaka GOW

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

15 10 2016 AU 22 10 2016 Groupe 4

1200 LOGEMENTS	22625360252	MUSSE	22625366841
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	NATIGE	22625362800
BETHANIA	22625313141	OUEDRAGO	22625371652
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	PIERRE TAPSOBA	22625484433
DIAWARA	22625306068	PRINCIPALE	22625375415
ESPOIR	22625315412	SAHEL	22625318195
CARE	22625316206	SIG NOGHIN	22625431778
HIPPODROME	22625503412	SIRA	22625431778
HOPITALE	22625306641	SOMAGADE	22625358244
JEAN PAUL	22625418154	SOTISSE	22625364148
KADIAOGO	22625318788	UNITE	22625343942
KOUMA	22625385742	VENEGRE	22625430587
LALLE	22625456725	VIDAL	22625315288
LES GRACES	22660808077	VIEL	22625459825
LOUIS PASTEUR	22625335867	WEND KUNI	22625362015
MAIGNON	22625310120	WEND YAM	22625483047

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aeroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aeroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poôda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNO-
VATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATIONS INI-
TIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRSI/SG/OU2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



Appel à candidatures pour le Master Professionnel et Recherche en Macroéconomie Appliquée et Finance Internationale (MAFI)

Monsieur le Président de l'Université Ouaga II informe le public (Etudiants et Professionnels) de l'ouverture d'un test de recrutement des étudiants de la 5ème Promotion du Master Professionnel et Recherche en Macroéconomie Appliquée et Finance Internationale (MAFI) à compter de la présente rentrée 2016-2017.

Cette formation est ouverte aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent à la maîtrise dans les disciplines des sciences économiques et gestion, et se déroulera sur 18 mois.

Les candidats doivent déposer un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II comprenant :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II;
- Une photocopie légalisée du ou des diplômes ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ; - Les relevés de notes ;
- Une attestation d'expérience professionnelle (le cas échéant) délivrée par le supérieur hiérarchique du candidat ;
- Un reçu de paiement des frais de dossier (non remboursable) d'un montant de 15.000 F CFA délivré par l'agence comptable de l'Université Ouaga II;

Les candidats présélectionnés subiront un test écrit et un entretien.

Le test comporte une épreuve d'économie et une épreuve de culture générale.

Dépôt des dossiers de candidatures :

Période : du jeudi 13 octobre au mercredi 26 octobre 2016

Publication des résultats de la présélection :

Test écrit : samedi 29 octobre 2016

Entretien : jeudi 03 novembre 2016 (recherche uniquement)

Résultats : mardi 08 novembre 2016

Frais de formation :

MAFI Professionnel : 750.000 F/an + 50.000 F pour inscription)

MAFI Recherche : 350.000F /an + 15 000F pour inscription

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le :

- Secrétariat du Directeur de l'UFR/SEG, Tél. (226) 25 47 11 67

Le Président Pr. Stanislas OUARO Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNO-
VATION
SECRETARIAT GENERAL
UNIVERSITE OUAGA II
PRESIDENCE 12 BP 417 Ouagadougou 12
Tél. (226) 25 36 99 60 N°2016

/MESRSI/SG/OUAGAII/P COMMUNIQUE

BURKINA FASO
.....
Unité – Progrès – Justice



Appel à candidatures pour le test de recrutement d'étudiants pour les 1re promotions des Masters en Ingénierie Mathématique – Economie et Ingénierie Statistique Economie

Monsieur le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture d'un test de recrutement de 50 étudiants pour les 1re promotions des Masters en Ingénierie Mathématique – Economie et Ingénierie Statistique Economie pour la rentrée 2015-2016.

Cette formation est ouverte aux personnes titulaires du diplôme de la licence en Mathématiques ou en économie ou tout autre diplôme reconnu équivalent et se déroulera sur 02 ans dont 03 mois de mise à niveau en Mathématiques pour les économistes et en économie pour les Mathématiciens ; la 1re année est un tronc commun.

La formation est sanctionnée par un Master en Ingénierie Mathématique pour l'Economie, les Finances et l'Actuariat et un Master en Ingénierie Statistique Economie.

Les candidats doivent déposer un dossier de candidature comprenant :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II;
- Une photocopie légalisée de l'attestation de la licence et des relevés de notes de la 1re année à la 3e année ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Un reçu de paiement des frais de dossier (non remboursable) d'un montant de 15.000 F CFA délivré par l'agence comptable de l'Université Ouaga II.

Les candidats présélectionnés subiront un test écrit et un entretien.

Le test comporte, pour les économistes, une épreuve de mathématiques générales, une épreuve de statistiques – probabilité, microéconomie et macroéconomie et pour les mathématiciens une épreuve d'algèbre, une épreuve d'analyse, une épreuve de statistique, une épreuve de probabilité et une épreuve de mesure et intégration.

Dépôt des dossiers de candidatures :

Période : du 03 au 24 octobre 2016

Publication des résultats de la présélection :

Test écrit : 27 octobre 2016

Entretien : 29 octobre 2016

Résultats : 31 octobre 2016

Début des cours : 07 novembre 2016

Frais de formation : 750.000 F/an

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le :

Secrétariat du Directeur de l'UFR/SEG, Tél. (226) 25 30 73 69

Le Président Pr. Stanislas OUARO Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

Programme de bourses 2017 de leadership de la fondation Mo Ibrahim



Le Programme de Bourses de leadership Ibrahim est une bourse sélective qui prépare la prochaine génération d'éminents dirigeants africains, en leur offrant des opportunités exceptionnelles à travailler aux niveaux les plus élevés, dans des institutions africaines ou des organismes multilatéraux qui ont pour vocation d'améliorer les perspectives économiques et

sociales de l'Afrique.

Ce programme de bourse permet aux personnes talentueuses de renforcer et d'améliorer leurs compétences professionnelles, dans le but de contribution à la gouvernance et au développement de leur pays, et ce, par la création d'une réserve de futurs leaders africains.

Dans la sélection du récipiendaire de Mo Ibrahim pour 2017, l'accent sera mis sur les Cinq grandes priorités de la Banque (le Top 5), à savoir : i) Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; ii) Nourrir l'Afrique ; iii) Industrialiser l'Afrique ; iv) Intégrer l'Afrique ; et v) Améliorer la qualité de vie des populations africaines.

Les compétences recherchées sont notamment de solides capacités d'analyse en matière de politique à différents niveaux et la capacité d'exécuter des modèles.

Date de clôture : 14 octobre 2016

Pour en savoir plus :

- <http://mo.ibrahim.foundation/fellowships/>
- <http://www.afdb.org/fr/about-us/careers/current-vacancies/vacancy/2017-mo-ibrahim-foundation-leadership-fellowship-program-2401/>



Les Offres de bourses

BIN /SANS

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



BURKINA FASO
Unité-progrès-justice

Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

**Tout étudiant candidat à la bourse
nationale de 2nd cycle en Afrique**

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond à des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée à 200f CFA (timbre fiscal) adressée à monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
 - Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
 - Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
 - Un curriculum vitae
 - Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
 - Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne serons pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maîtrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national**



**15 Octobre 1987-15 octobre 2016
Le Burkina Faso
29 ans après...**